

ASSEMBLÉE NATIONALE

14 février 2025

VISANT À INTERDIRE LE DÉMARCHAGE TÉLÉPHONIQUE - (N° 561)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CE19

présenté par

Mme Batho, M. Tavernier et M. Fournier

ARTICLE PREMIER

À l'alinéa 8, après le mot :

« spécifique »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa :

« , éclairée et univoque par laquelle la personne concernée accepte, par une déclaration ou par un acte positif clair, de recevoir des sollicitations commerciales par voie téléphonique et que ses données personnelles soient utilisées à cette fin. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement précise la rédaction de l'alinéa 8 sur le consentement afin de respecter précisément la définition de l'article 4 du RGPD qui est la suivante :

« consentement » de la personne concernée : toute manifestation de volonté, libre, spécifique, éclairée et univoque par laquelle la personne concernée accepte, par une déclaration ou par un acte positif clair, que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement.

Selon l'association UFC-Que Choisir, cela permet d'assurer une meilleure sécurité juridique du recueil du consentement, laquelle doit être éclairée et matérialisée par un acte explicite.